

83% des Luxembourgeois sont xénophiles

Analyse critique d'un sondage trop optimiste

Le Service d'Innovation et de Recherche Pédagogique du Ministère de l'Education Nationale vient de publier les résultats d'un sondage effectué durant les mois de décembre 1986 et janvier 1987 auprès de 999 personnes luxembourgeoises représentatives de la population luxembourgeoise de 15 à 75 ans. Les interviews ont été effectuées par l'ILReS tandis que la définition du questionnaire et l'exploitation des résultats ont été faites par le Service d'Innovation et de Recherche Pédagogique:

Lex Kayser, Jérôme Lévy: Population étrangère, langues et enseignement vus par les Luxembourgeois, Courrier de l'Education Nationale, Mars 1990

Avec un retard de 4 ans nous pouvons donc lire pour la première fois ce que l'"opinion publique" luxembourgeoise pense au sujet des étrangers vivant au Luxembourg. Ou faut-il parler de l'opinion publique d'il y a quatre ans, car entre-temps celle-ci a peut-être changé dans un sens ou dans un autre. On ne peut que

regretter que cette enquête n'ait été publiée dans un délai normal, ceci aurait permis de dédramatiser en un certain sens la campagne électorale des élections législatives de 1989, car les résultats de ce sondage donnent tort à tous ceux qui veulent faire de la "Peur de l'Etranger" un argument politique. L'enquête montre que la majorité des Luxembourgeois se dit plutôt xénophile et que la plupart des préjugés envers les étrangers ne sont partagés que par des minorités plus ou moins importantes.

Le résultat global de l'enquête que nous venons de résumer en une phrase a le mérite de confirmer tous ceux qui se solidarisent avec les étrangers. Nous publions le détail de la plupart des réponses pour montrer que les forces politiques qui invoquent l'opinion publique pour légitimer leurs positions xénophobes - voire racistes - sont démenties.

Il n'empêche qu'une lecture plus critique et moins naïve, que nous allons présenter ici, va nous amener à formuler de sérieuses réserves quant aux résultats

Carlo Schneider
2. Cartoon-Concours



de l'enquête. Celle-ci comporte trois volets que nous allons discuter l'un après l'autre: l'envergure des sentiments xénophobes parmi les Luxembourgeois, le problème des préjugés contre les étrangers et les questions sur l'enseignement.

Avant d'aborder le premier volet, il faudra d'abord faire quelques remarques générales sur les sondages et sur l'opinion publique qui ne feront qu'esquisser des réflexions sociologiques développées entre autre par P. Bourdieu dont nous reproduisons quelques pages à la suite de cet article¹.

La construction de l'opinion publique

Toute enquête d'opinion repose sur trois postulats: que tout le monde peut avoir une opinion, que toutes les opinions se valent et qu'il y a accord sur les questions qui méritent d'être posées. Dans cette perspective l'opinion publique apparaît comme la moyenne des opinions particulières; ceci présuppose l'illusion que chaque individu a le même poids dans le débat public et que chaque opinion a la même valeur.

En réalité, l'opinion exprimée par quelqu'un est toujours dépendante de la situation dans laquelle elle s'exprime. Ce sont des enjeux concrets suscités par des interactions entre individus qui font naître une opinion. De même le débat public démocratique suppose l'existence de structures qui permettent ce débat, et ces structures sont nécessairement des structures de délégation dont les représentants classiques sont les partis ou les syndicats. Dans la société de consommation où les individus qui se croient tous membres d'une seule grande classe moyenne se retrouvent sans identité culturelle et sans conscience de leur position objective dans la société, l'opinion publique n'est plus le résultat d'un débat démocratique mais d'un spectacle médiatisé légitimé par des sondages.² N'oublions pas que ce sont les commanditaires des sondages qui ont la plupart du temps regard sur la définition des questions et que ce pouvoir détermine souvent les résultats. Car le pouvoir d'imposer une question est plus important que la réponse.

Ainsi se forme donc une opinion publique dominante que nous appellerons l'opinion légitime que chacun connaît plus ou moins explicitement et par rapport à laquelle toute personne interviewée doit se situer.

L'opinion légitime sur les étrangers est très clairement définie dans "le mot de la fin" par les auteurs: "Chaque fois que le Luxembourg s'est vu confronté à un défi économique important, il a ouvert ses frontières à l'apport étranger sous forme d'importations de savoir-faire technologique, de forces de travail (qualifiés et non-qualifiés) et de capitaux. **Tout le monde reconnaît** que cette politique d'ouverture est donc l'une des bases fondamentales de la réussite économique du pays." (p. 159) C'est nous qui soulignons pour montrer l'a priori des commanditaires de l'enquête, dont l'ultime but semble être de démontrer que cette opinion est partagée par la majorité des Luxembourgeois. Ceci apparaît dès les premières questions de l'enquête qui se rapportent aux contacts

des Luxembourgeois avec leurs concitoyens étrangers.

Les contacts avec les étrangers

Comme environ 30% de la population totale sont des étrangers, on ne sera pas étonné que les contacts avec les étrangers sont fréquents: 47% des 814 personnes dont les réponses ont été dépouillées disent avoir des contacts réguliers avec des étrangers sur leur lieu de travail, 40% pendant leur temps libre et 20% au sein même de leur famille.

Les auteurs font une interprétation plutôt optimiste des résultats. Ainsi ils écrivent que le taux de 40% de contacts réguliers avec les étrangers durant le temps libre "pourrait indiquer que l'assimilation et l'intégration de la population étrangère aient fait de nets progrès". (page 12)

Ils ajoutent cependant eux-mêmes qu'il serait intéressant de connaître les circonstances exactes dans lesquelles ces contacts ont lieu. Sans cette information, il est tout aussi plausible de donner une interprétation pessimiste de ces 40% de contacts, ceux-ci se réduisant peut-être à des contacts avec les travailleurs du secteur HORESCA ou d'autres professionnels du temps libre, domaines où la main d'œuvre étrangère abonde. Les 20% de contacts réguliers avec les étrangers en famille semblent par contre un indicateur plus réaliste pour le degré d'intégration des étrangers, intégration qui est très inégale selon les régions du pays: pour le Sud elle atteint 27%, pour le Nord seulement 10%.

45% des personnes interrogées indiquent avoir des contacts réguliers avec des étrangers pendant les vacances. Mais les auteurs avouent eux-mêmes que cette question est mal posée. Qu'est ce qu'un "contact régulier" dans une situation de vacances, celle-ci étant par définition exceptionnelle et donc "irrégulière". Les interviewés n'ont probablement pas su interpréter cette question, on aurait donc aimé connaître le taux de non-réponse au lieu d'avoir pour cette question insignifiante la ventilation des réponses par âge, par niveau scolaire, par région et même par catégorie socio-professionnelle et par revenu mensuel.

Revenons donc aux chiffres significatifs des contacts sur le lieu de travail. Ventilés par catégories socio-professionnelles nous obtenons le résultat suivant:

Agriculteurs/Commerçants	env. 68%
cadres sup.	env. 72%
carr. moyenne	75%
ouvr. qual.	79%
ouvr. non-qual.	89%
étudiants, élèves	46%

Nous voyons que plus on descend dans la hiérarchie sociale, plus la chance d'entrer en contact avec des étrangers augmente.

Toute enquête d'opinion repose sur trois postulats: que tout le monde peut avoir une opinion, que toutes les opinions se valent et qu'il y a accord sur les questions qui méritent d'être posées.

Xénophobie?

L'enquête se propose de démontrer que les contacts fréquents entre Luxembourgeois et étrangers n'entraînent pas de problèmes et de phénomènes racistes. Pour ce faire elle mesure le degré de sympathie pour les étrangers à l'aide de la question suivante:

"En ce qui vous concerne personnellement, vous estimez que vous êtes: très xénophile - plutôt xénophile - plutôt non-xénophile - pas du tout xénophile?"

Regrettons au passage que le libellé luxembourgeois des questions ne soit jamais indiqué, le lecteur a seul droit à leur traduction française et supposons donc que la question originelle parlait de "Ausländerfrëndlechkeet".

Le résultat est le suivant:

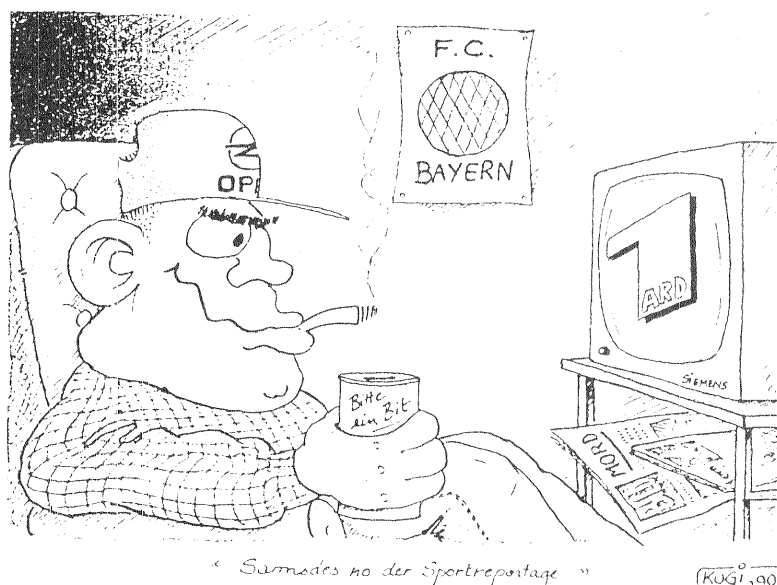
très xénophile	29%
plutôt xénophile	54%
plutôt non-xénophile	7%
pas du tout xénophile	2%
pas d'avis/réponse	8%

Donc 83% des Luxembourgeois prétendent éprouver des sympathies pour les étrangers, tandis que 17% se disent plutôt réservés à leur égard. En effet les 8% de refus de réponse sont à comptabiliser - comme le font les auteurs - avec les voix xénophobes; ils sont l'expression d'une position ambiguë envers les étrangers ou l'expression d'une gêne d'exprimer une position dont on sait qu'elle est désapprouvée par la société et aussi par l'enquêteur. Comparés aux 2% de refus franc et net des étrangers les 8% d'abstention sont le signe que le climat général est ressenti comme globalement favorable aux étrangers.

Comme le tableau 1 l'indique, ce climat varie fortement en fonction des différents milieux. Les agriculteurs et commerçants étant les plus xénophobes, suivis des ouvriers non-qualifiés et des retraités. Ce tableau montre la fonction des non-réponses: 0% des agriculteurs et commerçants se disent "pas du tout xénophile" mais leur taux d'abstention atteint 18%. Dans la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales aucune personne interviewée n'a osé se déclarer "plutôt non" ou "pas du tout xénophile", le taux d'abstentions s'élève cependant à 6%. En comparant les non-réponses, donc la xénophobie implicite ou larvée, au total des trois catégories xénophobes, donc à la xénophobie avouée ou explicite, nous pourrions calculer un coefficient qui exprime la proportion des refus larvés par rapport aux refus avoués des étrangers. (1.00 = refus larvé total; 0.00 refus explicite total)

Agriculteurs/Commerçants	0.62
cadres sup.	1.00
carr. moyenne	0.27
ouv. qual.	0.27
ouv. non-qual.	0.30
élèv./étudiants	0.42

Ces chiffres nous montrent que le refus explicite des



étrangers est le plus fort pour les employés de la carrière moyenne et les ouvriers qualifiés: on se cache moins derrière l'abstention. Le pression de l'opinion légitime semble donc être plus forte sur les cadres supérieurs.

Mais revenons à nos remarques préliminaires sur la nature des sondages et essayons de discuter le résultat obtenu: à savoir que 83% des Luxembourgeois seraient plus ou moins xénophiles et 17% plus ou moins

Serge Kugener
2. Cartoon-Concours

Tableau 1

	Total	plutôt non-xénophile	pas du tout xénophile	pas d'avis/réponse
Moyenne globale	17%	7%	2%	8%
Agric./Commerçants	29%	11%	0%	18%
Cadres sup./Prof. libér.	6%	0%	0%	6%
Employés carr. moyenne	11%	6%	2%	3%
Ouvriers qualifiés	15%	8%	3%	4%
Ouv. non-qualifiés	23%	14%	2%	7%
Ménagères	15%	8%	1%	6%
Retraités	21%	7%	5%	9%
Elèves/Étudiants	12%	5%	2%	5%

Il suffit de concrétiser les préjugés à l'aide d'une nationalité et d'une profession pour montrer leur absurdité:

- les chefs de chantier cap-verdiens construisent tous une maison dans leur pays
- les garçons de café italiens ne veulent pas s'adapter
- les cambistes japonais envoient tout leur argent dans leur pays
- les infirmières belges abusent de notre protection sociale
- les mécaniciens frontaliers sont une menace pour l'identité luxembourgeoise
- les gestionnaires de portefeuille suisses prennent les places de travail des autochtones
- les banquiers belges commettent plus de crimes et de délits que les banquiers autochtones.

xénophobes. Les auteurs parlent d'un potentiel important de xénophilie, parce qu'ils comparent ces chiffres au postulat de l'opinion légitime, "tout le monde reconnaît..." que nous venons de citer plus haut. En interprétant leur sondage dans le sens que nous venons de décrire et en s'indignant sur les 17%, ils contribuent à confirmer l'opinion légitime sur l'attitude des Luxembourgeois vis-à-vis des étrangers.

Mais est-ce que l'opinion mesurée par ce sondage correspond vraiment à "l'opinion réelle" des Luxembourgeois? Les auteurs eux-mêmes ont pris une précaution judicieuse: "Sachant que le terme de xénophobie contient une valeur dominante plutôt négative et voulant éviter le blocage et la simulation ... nous avons décidé d'utiliser le terme de xénophilie pour faciliter les témoignages." (p.17) Les auteurs ont raison de comprendre les non-réponses comme un indicateur de xénophobie, mais ils ne prennent pas en compte l'effet de conformisme qui tend à augmenter la catégorie des "plutôt xénophile". Au fond qu'est-ce-que cela veut dire si quelqu'un se déclare "éischter méi auslännerfrëndlech" ou "éischter manner auslännerfrëndlech"? Confronté au choix entre ces deux positions et connaissant l'opinion légitime, beaucoup auront tendance à exprimer leur position par un "éischter méi" et ainsi à gonfler cette catégorie moyenne qui procure une bonne conscience et qui n'engage à rien.

Une méthode souvent utilisée dans les sondages pour éviter cette tentation de s'identifier à l'opinion majoritaire est de demander non pas l'opinion de la personne interrogée, mais de lui demander ce que d'après elle les autres pensent. Malheureusement, les auteurs de l'enquête n'y ont pas songé. Une autre méthode consiste à poser des questions qui n'abordent pas directement le sujet, mais qui essaient de l'élucider par le biais d'indicateurs. Même si cette méthode n'a pas été appliquée, nous pourrions quand même essayer de l'utiliser après coup. En effet, une grande partie de l'enquête est consacrée aux préjugés que les Luxembourgeois nourrissent à l'égard des étrangers. Ces préjugés peuvent être considérés comme des indicateurs de xénophilie respectivement de xénophobie. Les auteurs ont réuni une liste de 12 préjugés, à laquelle nous allons revenir en détail, et ils ont posé la question suivante:

"Selon vous, y-a-t-il certaines nationalités pour lesquelles les opinions présentées sont

valables en majeure partie?"

En plus les auteurs ont pris le soin d'ajouter une deuxième question, pour savoir si la personne interrogée était d'avis que "ces opinions sont répandues parmi la population luxembourgeoise." (page 155)

Nous donnerons les résultats seulement pour les trois nations les plus fréquemment citées, les autres récoltant des scores nettement inférieurs. 54% pensent donc que plus de six préjugés de la liste proposée par les auteurs du questionnaire sont valables pour les Portugais, tandis que 71% pensent que leurs compatriotes sont persuadés du bien-fondé de la majorité des préjugés au sujet des Portugais..

	opinion personnelle	opinion de la population
Portugais	54%	71%
Italiens	19%	21%
Espagnols	9%	13%
aucune nationalité	39%	24%

Peut-on essayer d'évaluer le pourcentage de xénophobes en partant de cette question et en la lisant autrement? Tout en étant conscient de la grossière simplification, nous allons appeler "vrais xénophiles" ceux qui rejettent **tous** les préjugés énoncés pour **toutes** les nationalités³. Avec les 39% qui rejettent les préjugés globalement, nous sommes donc bien loin des 83% qui se déclarent xénophiles. Si nous prenons en compte que certains cachent leurs propres préjugés derrière les préjugés qu'ils attribuent à la population luxembourgeoise, le pourcentage baisse encore sensiblement à 24%.

Le problème des déchets de questionnaires

Nous devons revenir à un détail, que nous avons évoqué au début, mais qui semble mettre en doute le bien-fondé de l'entreprise en général. En effet, les auteurs nous apprennent que l'enquête a été effectuée auprès d'un échantillon représentatif de 999 Luxembourgeois et ajoutent, sans donner la moindre indication sur leurs raisons, qu'ils n'ont retenu que 814 interviews. Nous avons donc un déchet de 18,5%: presque un cinquième des questionnaires étant inutilisable.

En règle générale les questionnaires sont éliminés si les réponses sont contradictoires ou si beaucoup de questions sont demeurées sans réponses. Dans le premier cas, la personne interviewée n'a pas joué le jeu ou l'enquêteur a essayé de trafiquer le questionnaire. Dans le deuxième cas, le refus de répondre doit être interprété à partir des questions qui ont fait l'objet de ce refus. Ce phénomène se manifeste dans tout sondage, mais le pourcentage de 18,5% dans cette enquête-ci est extrêmement élevé.

Comme nous n'avons pas de plus amples informations sur les questionnaires manquants éliminés, nous ne pourrions faire que quelques suppositions:

Première hypothèse: Le nombre élevé de questionnaires inutilisables s'explique principalement par le refus de déclarer ses sentiments xénophobes et d'afficher ouvertement ses préjugés. Nous devrions diminuer en conséquence le pourcentage de ceux qui se déclarent très ou plutôt xénophiles. Recalculé par rapport au 999 personnes de l'échantillon initial, le taux des xénophiles ne s'élève qu'à 68% (au lieu de 83%).

Deuxième hypothèse, plus optimiste: les refus sont l'expression d'un embarras vis-à-vis de questions trop floues, trop compliquées ou trop éloignées des préoccupations des enquêtés⁴. Ceci est certainement le cas pour les questions sur l'apprentissage des langues et sur l'enseignement en général.

Faute d'informations nous ne pouvons trancher entre les deux hypothèses. Nous pouvons cependant mettre en cause la représentativité de l'échantillon épuré et le taux élevé de Luxembourgeois xénophiles sans toutefois pour autant cesser de partager l'opinion légitime de la relative xénophilie des Luxembourgeois. D'autant plus que cette opinion est aussi confirmée par une autre enquête qui a été effectuée pour l'"Eurobaromètre" de la Communauté Européenne fin 1988. Pour mesurer le racisme et la xénophobie les auteurs de l'Eurobaromètre utilisent surtout deux questions, à savoir premièrement si la présence d'étrangers est jugée gênante et deuxièmement s'il faudrait améliorer les droits des étrangers. Au Luxembourg, 10% se trouvent gênés par la présence de personnes d'une autre nationalité (11% pour la moyenne de la CE), 53% sont d'avis que les droits des étrangers devraient être maintenus à leur niveau et 32% pensent qu'ils devraient être améliorés (respectivement 39% et 30% pour la moyenne de la CE).⁵

Revenons à l'enquête du Ministère de l'Education Nationale dont nous allons discuter les deux autres volets sans trop insister sur les résultats quantitatifs exacts qui, comme nous l'avons vu, sont sujets à beaucoup de précautions.

L'Etranger

Une bonne moitié de la brochure est consacrée aux préjugés à l'égard des étrangers, à leur degré de diffusion et surtout à leur réfutation (voir tableau 2). Comme "forum" a déjà consacré une série d'articles qui essayaient de réfuter pratiquement les mêmes préjugés avec les mêmes arguments, série que les auteurs semblent ignorer⁶, nous allons nous limiter à une seule remarque de fond qui s'adresse à toute approche qui cherche une discussion rationnelle avec les tenants de positions xénophobes voire racistes.

Cette discussion est nécessaire et utile dans la mesure où elle montre que la plupart des préjugés sont réduits à néant quand on les confronte à la réalité. Elle devient dangereuse du moment qu'elle impute la présence des préjugés au seul manque de connaissances. Les causes des préjugés sont multiples. Ils permettent d'abord de créer un système de sécurités et d'orientations et jouent le rôle de ciment dans la formation de tout groupe, qu'il s'agisse d'une nation ou d'une

Tableau 2: Les préjugés sur les étrangers

I) les opinions largement partagées:

- les Etrangers envoient tout leur argent dans leur pays: 51%
- les Etrangers construisent tous une maison dans leur pays: 51%

II) les opinions très répandues:

- les Etrangers ne veulent pas s'adapter: 40%
- les Etrangers abusent de notre protection sociale: 37%
- les enfants étrangers freinent le développement scolaire des enfants autochtones: 33%

III) les opinions assez répandues:

- les Etrangers sont une menace pour l'identité luxembourgeoise: 27%
- les Etrangers prennent les places de travail des autochtones: 26%
- les Etrangers font trop d'enfants: 23%
- les Etrangers laissent tomber nos logements en mauvais état: 21%

IV) les opinions peu répandues:

- on ne peut pas vivre ensemble avec les Etrangers: 15%
- les Etrangers devraient aller travailler dans leur pays: 11%
- les Etrangers commettent plus de crimes et de délits que les autochtones: 10%

petite clique de copains. La genèse de préjugés dépend aussi de la structure psychique de l'individu: une "personnalité autoritaire" étant plus enclin à l'intolérance et au mépris des faiblesses des autres.

Dans ce processus complexe le contenu des préjugés et son degré de réalité ne joue qu'un rôle secondaire et souvent les préjugés prennent même une forme trop vague et générale pour être réfutés. A trop vouloir les prendre au sérieux et prendre leur énoncé à la lettre pour les dénoncer, on risque d'en être subjugué sans même le remarquer. Et c'est ce qui est arrivé à nos auteurs: pour formuler leurs 12 préjugés - qu'ils appellent d'ailleurs dans la logique de la démarche du sondage des "opinions", pour ne pas offusquer a priori ceux qui les partagent - ils utilisent à 12 reprises le terme "Etrangers" avec un "E" majuscule. Nous nous trouvons ici au coeur même de l'idéologie raciste qui consiste à prétendre l'existence de deux communautés distinctes, séparées et bien définies: les Luxembourgeois et les Etrangers; Nous et les Autres. En réalité, la société luxembourgeoise est beaucoup plus complexe:

Parmi les Luxembourgeois, ceux qui ont obtenu leur nationalité depuis une ou seulement quelques générations et ceux qui comptent au moins un étranger parmi leurs ascendants sont très nombreux.

Les étrangers, eux, peuvent être divisés au moins en 4 groupes distincts

- les travailleurs immigrés de la dernière vague portugaise et des vagues antérieures
- les employés et fonctionnaires de la Communauté Européenne
- les cadres supérieurs des nouvelles entreprises du secteur financier et tertiaire
- les frontaliers qui représentent environ 15% de la population active.

Tout comme les Luxembourgeois, les étrangers occupent dans la hiérarchie sociale de notre société des positions très différentes, leurs problèmes et leurs intérêts sont multiples et ne dépendent qu'en partie de

leur nationalité. Un trait de l'idéologie xénophobe consiste à gommer la différence sociale entre le directeur de banque et le manoeuvre qui travaille dans un chantier. (Voir encart)

L'apprentissage des langues

"Comme l'identité nationale est basée en premier lieu sur son trilinguisme, avec comme pilier principal la langue luxembourgeoise, l'insertion sociale et culturelle de la population étrangère résidant au Grand-Duché se heurte avant tout au problème des langues." (page 22) Guidé par cette idée, les auteurs ont posé une série de questions sur l'importance et la nécessité d'apprendre et de maîtriser les langues.

Ainsi nous apprenons que 84% des personnes interrogées souhaitent que les étrangers apprennent le Luxembourgeois et que 58% sont d'avis qu'ils devraient être contraints de le faire. D'autre part, 7% pensent qu'il est nécessaire et 31% croient qu'il vaut la peine pour les Luxembourgeois d'apprendre une langue étrangère autre que le français, l'allemand ou l'anglais. Au premier rang des langues à apprendre figure l'Italien avec 51%, suivi du Portugais avec 43%.

Le recouplement de ces résultats avec les réponses à la question sur le degré de xénophilie donne des résultats intéressants: nous renvoyons au tableau 3 où l'on trouve la ventilation pour la question sur le souhait d'apprentissage de langues par les étrangers. Ce tableau est commenté par les auteurs de la façon suivante: "Les Luxembourgeois qui ont répondu n'être pas du tout xénophiles se distinguent avant tout par les points suivants:

- importance attribuée à la langue luxembourgeoise

(...) aussi comme langue de lecture et d'écriture (...)
- des taux nettement inférieurs à la moyenne en ce qui concerne le souhait d'apprentissage de la langue française par les Etrangers (...)
- des taux nettement supérieurs à la moyenne pour la langue allemande (...)
- presque aucun intérêt en ce qui concerne le souhait d'apprentissage de la langue anglaise." (page 35)

Une ventilation de cette question d'après les catégories socio-professionnelles montre le résultat suivant: Souhaitent que les étrangers parlent le luxembourgeois:

cadres sup.	60%
ouvr.qual.	89%
ouvr. non-qual.	91%

Les catégories qui ont une moindre qualification, donc une moins bonne maîtrise du français, expriment plus clairement le désir que les étrangers apprennent une langue de communication (le luxembourgeois ou l'allemand) qu'ils manient eux-mêmes mieux que le français. De même, ils sont moins nombreux à souhaiter que les étrangers apprennent le français.

Sur la nécessité pour les Luxembourgeois d'apprendre une langue étrangère supplémentaire, le taux des réponses positives décroît avec une diminution du degré de xénophilie: "

	"pas du tout xénophile"	"très xénophile"
<i>apprendre une langue étrangère:</i>		
nécessaire	0%	11%
vaut la peine	19%	37%
ne vaut pas la peine	81%	50%
pas de réponse	0%	2%

D'autres questions ont trait à l'enseignement proprement dit. Ainsi 80% des interviewés sont d'avis que les élèves étrangers doivent apprendre le luxembourgeois pour acquérir un diplôme professionnel et pour pouvoir vivre au Luxembourg, 68% exigent l'Allemand et 79% le français. Ce ne sont que 13% qui pensent que l'allemand ou le français devraient suffire. Ainsi l'opinion publique va à l'encontre de la réalité où, pour la plupart des emplois, une des deux langues suffit. Pour cette question aussi les "Luxembourgeois pas du tout xénophiles optent pour un plurilinguisme scolaire contraignant" (page 55).

La question suivante porte sur la langue maternelle des enfants étrangers: 54% des personnes interviewées sont d'avis que les enfants étrangers qui vivent au Luxembourg devraient apprendre leur langue maternelle et 30% sont contre. Seulement 44% des personnes "pas du tout xénophiles" sont d'accord avec cette proposition et 37% sont contre. Donc les personnes xénophobes sont moins d'accord que la moyenne des Luxembourgeois que les enfants étrangers apprennent leur langue maternelle.

Comme la question parle de l'apprentissage de la langue maternelle sans en préciser le cadre, on pourrait

Tableau 3: enseignement des langues aux élèves étrangers et degré de xénophilie

Degré de xénophilie Langues	très xénophile	plutôt xénophile	plutôt non xénophile	pas du tout xénophile	Moyenne
LUXEMBOURGEOIS					
Parler	75%	82%	93%	81%	80%
Lire	23%	24%	33%	56%	24%
Ecrire	21%	20%	31%	44%	21%
ALLEMAND					
Parler	75%	68%	69%	81%	68%
Lire	77%	69%	69%	81%	71%
Ecrire	78%	71%	69%	81%	72%
FRANCAIS					
Parler	84%	80%	74%	87%	79%
Lire	82%	79%	74%	88%	78%
Ecrire	85%	82%	79%	91%	81%
ALLE. OU FRANÇ.					
Parler	11%	12%	29%	13%	13%
Lire	11%	12%	24%	6%	13%
Ecrire	14%	14%	26%	19%	15%
ANGLAIS					
Parler	38%	36%	51%	56%	36%
Lire	35%	31%	31%	56%	32%
Ecrire	35%	32%	30%	56%	32%
LANG. MATERNELLE					
Parler	43%	44%	51%	37%	44%
Lire	28%	27%	13%	13%	26%
Ecrire	30%	28%	16%	13%	27%

interpréter les réponses à la lettre et dire que 46% des Luxembourgeois et 56% des Luxembourgeois "pas du tout xenophiles" voudraient défendre aux parents de parler avec leurs enfants leur langue maternelle. Nous voyons donc que les gens ne répondent pas aux questions posées mais aux questions comme ils les perçoivent et un certain pourcentage a ajouté implicitement: "apprentissage à l'école" ou bien "apprentissage dans un cadre parascolaire".

La même différenciation se retrouve pour la question sur les langues de base de l'apprentissage de l'écriture et de la lecture. Ici 83% de l'ensemble des personnes interrogées optent pour le français contre 70% pour l'allemand et 33% pour le luxembourgeois tandis que pour les Luxembourgeois "pas du tout xenophiles" les pourcentages respectifs sont de 81% pour le français, 75% pour l'allemand et 57% pour le luxembourgeois. C'est surtout ce dernier chiffre qui exprime une certaine intolérance par le fait qu'il avance une possibilité absolument irréaliste, car au Luxembourg l'alphabetisation se fait depuis toujours en allemand et personne n'a jamais suggéré de la faire en luxembourgeois. Le non-sens pédagogique de vouloir commencer avec plusieurs langues en même temps est déjà contenu dans la formulation de la question qui parle des "langues de base pour l'apprentissage de l'écriture et de la lecture". Le vrai débat est ainsi occulté: est-ce que les étrangers d'origine latine doivent faire leur alphabetisation en allemand ou en français? Ce débat conduit en fait à prévoir des études au moins partiellement séparées.

La question suivante est plus réaliste et le résultat plus important: "Au niveau de l'enseignement primaire, 71% se prononcent pour des études communes, mais 22% pour des études partiellement séparées et 5% pour des études séparées." (page 67) Et nos auteurs de commenter: "Malheureusement, on ne connaît pas les raisons pour lesquelles les interviewés se prononcent contre le régime actuel, mais on peut supposer plusieurs possibilités:

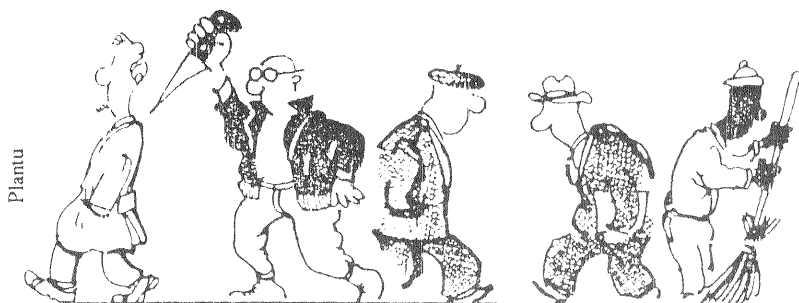
- donner aux enfants étrangers de meilleurs chances de réussite scolaire

- éviter les retards scolaires des enfants étrangers, dus aux connaissances insuffisantes de la langue allemande

- éviter le freinage de la progression scolaire des élèves luxembourgeois dans des classes à très fort pourcentage d'étrangers." (page 67)

En lisant le commentaire des auteurs sur les résultats de ces questions (page 72) on se demande ce qu'ils en attendaient. Ce n'est pas une opinion soi-disant représentative qui pourra proposer des solutions aux problèmes des enfants des travailleurs immigrés qui se manifestent notamment dans le nombre élevé d'échecs scolaires à l'école primaire (voir tableau 4). C'est plutôt "l'opinion engagée" (Bourdieu), représentée par les immigrés et leurs associations de soutien, qui propose depuis une douzaine d'années des modèles de scolarisation qui pourront aider à faire avancer la question.

A trop vouloir sonder, on risque de demander n'importe quoi, comme le montre très bien la question sur l'apprentissage de l'anglais: 36% des Luxem-



geois sont d'avis qu'un étranger, disons un maçon portugais ou un cuisinier français, devrait parler l'anglais, pour pouvoir travailler et vivre dans leur Grand-Duché. 32% pensent que cet étranger devrait même savoir écrire l'anglais. A question idiote, réponse idiote.

Nous avons évoqué plus haut les 18,5% de questionnaires inutilisables. Peut-être le sont-ils parce que les personnes interrogées ne savaient quoi répondre aux

Tableau 4

PART DES REDOUBLANTS DANS LE PRIMAIRE NORMAL (EN %)

Nation	Luxembourgeois		Portugais		Italiens	
	81/82	85/86	81/82	85/86	81/82	85/86
Classe						
1 ^{re} année	4,64	3,02	24,30	18,19	14,17	9,36
2 ^e année	2,85	2,79	15,81	14,40	9,12	10,55
3 ^e année	7,94	5,23	14,45	12,21	7,35	11,86
4 ^e année	4,94	2,70	6,77	7,31	7,63	3,20
5 ^e année	2,12	2,81	2,93	4,09	2,06	2,97
6 ^e année	1,81	0,94	3,80	5,76	0,54	1,32

SOURCE: - Bildung und Migration in Luxemburg, Statistische Bilanz: 1. Teil, Jérôme Levy dans: Courrier de l'Education nationale, 1985
- Statistiques non-publiées du Service Informatique du MEN

questions sur l'apprentissage des langues qui présupposent une certaine connaissance du système scolaire?

Notre analyse des deux premiers volets sur la xénophobie et les préjugés a montré que le présent sondage essaye d'une part de confirmer l'opinion légitime que les Luxembourgeois sont en général xénophiles sans toutefois mettre en question le fondement même de l'idéologie raciste: l'opposition entre deux groupes fictifs, les Luxembourgeois et les étrangers. Le troisième volet sur l'enseignement des langues et l'enseignement en général donne l'impression que les commanditaires du sondage qui se trouvent au Ministère de l'Education Nationale sont plutôt démunis vis-à-vis des problèmes concrets qu'ils ont à gérer et qu'ils attendent d'une opinion soi-disant publique des réponses qu'elle est incapable de donner par manque de compétence pédagogique et, surtout, de volonté politique.

Au suivant ... sondage

Regrettons encore une fois que le délai entre le sondage et la publication des résultats ait été si long. A la fin de 1986, 83% des Luxembourgeois se déclaraient xénophiles, aujourd'hui le résultat serait peut-

être différent, car entre-temps des associations nationalistes militantes se sont formées et elles ont réussi à faire entendre leur slogans xénophobes, surtout fin 88 et début 89. Un sondage à cet instant-là aurait reflété ce mouvement, tout comme un sondage aujourd'hui serait marqué par la défaite des listes nationalistes aux élections législatives.

Autant qu'il est le reflet du débat public, un sondage y contribue. Pour l'instant, l'étude que nous avons analysée a été diffusée par la voie interne du Ministère de l'Education Nationale. Aucune force politique n'en a encore tiré parti. Ceci arrivera probablement après une présentation à la presse qui est prévue pour la rentrée.

A la page 105 de la brochure il est question d'une autre enquête "effectuée auprès de la population étrangère résidant au Grand-Duché". Ceci confirme les rumeurs qui persistent depuis 1985 et qui prétendent qu'un sondage auprès des étrangers sur les problèmes scolaires de leurs enfants a été effectué pour le compte du Ministère de l'Education Nationale. Nous attendons avec impatience la publication des résultats de cette enquête.

Fernand Fehlen

1) Pour une introduction aux problèmes et aux méthodes des sondages nous recommandons: H. Meynaud, D. Duclos, Les sondages d'opinion, La Découverte, Paris 1989

Pour une approche critique voir notamment:

P. Bourdieu, Remarques à propos de la valeur scientifique et des effets politiques des enquêtes d'opinion, in: Pouvoirs no 33, 1985 voir les extraits publiés dans ce numéro de "forum"

P. Bourdieu, L'opinion publique n'existe pas, in: P. Bourdieu, Questions de sociologie, Minuit Paris 1980

P. Champagne, Sondages d'opinion et consensus politique, in: Pouvoirs no. 5, 1978

2) Cette idée est développée par: Patrick Champagne, Le cercle politique. Usages sociaux des sondages et nouvel espace politique, in: Actes de la recherche en sciences sociales no. 71/71, mars 1988

3) Cette définition n'est pas très satisfaisante. La connaissance du

détail des résultats permettrait de faire la différence entre ceux qui souscrivent à quelques rares préjugés et ceux qui les partagent presque tous et de préciser ainsi la notion de "vrais xénophiles".

4) Une méprise qui est à la base du principe même du sondage est d'attribuer à chacun une opinion. Au lieu d'éliminer les questionnaires avec trop de non-réponses, parce qu'ils mettent en cause le présupposé fondamental que nous venons d'énoncer, on aurait bien fait de les intégrer à l'enquête et d'étudier leur variation pour les différentes questions.

5) Direction Générale Information, Communication, Culture, Eurobaromètre "Racisme et Xénophobie", L'opinion publique dans la communauté européenne, Bruxelles 1989. Pour le Luxembourg l'échantillon se limitant à 300 personnes, la représentativité de cette enquête est réduite.

6) "forum" numéros: 104, 105, 106, 108, 109/110